

Arrêtés ministériels

A.M., 2024

Arrêté numéro 2024-02 de la présidente du Conseil du trésor en date du 30 mai 2024

Loi sur les contrats des organismes publics
(chapitre C-65.1)

CONCERNANT un projet d'expérimentation visant à accorder un avantage sous la forme d'une marge préférentielle aux entreprises d'économie sociale

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU TRÉSOR,

VU le premier alinéa de l'article 14.10 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), qui prévoit que le chapitre II.1 de cette loi a pour objet de faire évoluer les règles contractuelles pour permettre aux organismes publics de mieux contribuer à l'atteinte des objectifs gouvernementaux définis;

VU le paragraphe 4^o du premier alinéa de l'article 14.11 de cette loi, qui prévoit que la présidente du Conseil du trésor peut déterminer les acquisitions par le biais desquelles un organisme public doit accorder un avantage sous la forme d'une marge préférentielle aux entreprises d'économie sociale au sens de la Loi sur l'économie sociale (chapitre E-1.1.1) afin de permettre à cet organisme de contribuer à l'atteinte d'un objectif gouvernemental visé à l'article 14.10 de cette loi;

VU le deuxième alinéa de l'article 14.11 de cette loi, qui prévoit que pour déterminer les acquisitions aux fins du premier alinéa de cet article, la présidente du Conseil du trésor peut cibler un contrat ou un groupe de contrats, qui sont ou non d'une même catégorie;

VU le troisième alinéa de l'article 14.11 de cette loi, qui prévoit que chaque fois que la présidente du Conseil du trésor impose une mesure en vertu du premier alinéa de cet article, elle en détermine les conditions d'application, incluant, lorsqu'opportun, celles relatives aux sous-contrats publics qui sont liés aux acquisitions visées;

VU le sixième alinéa de l'article 14.11 de cette loi, qui prévoit qu'un arrêté pris par la présidente du Conseil du trésor en vertu de cet article est publié à la *Gazette officielle du Québec*;

CONSIDÉRANT QUE l'Espace d'innovation des marchés publics a été institué;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de mettre en œuvre un projet d'expérimentation visant à accorder un avantage sous la forme d'une marge préférentielle aux entreprises d'économie sociale au sens de la Loi sur l'économie sociale;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de déterminer les acquisitions visées par ce projet;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de déterminer les conditions d'application de ce projet;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QUE soit autorisée la mise en œuvre d'un projet d'expérimentation visant à accorder un avantage sous la forme d'une marge préférentielle aux entreprises d'économie sociale au sens de la Loi sur l'économie sociale (chapitre E-1.1.1);

QUE les acquisitions visées par ce projet soient celles qui sont déterminées à l'annexe I;

QUE les conditions d'application de ce projet soient les suivantes :

1^o la marge préférentielle accordée aux entreprises d'économie sociale :

— doit s'appliquer sur le prix soumis, et ce, aux seules fins de déterminer l'adjudicataire du contrat;

— ne doit pas excéder 15 %;

2^o les documents d'appel d'offres :

— doivent indiquer, dans l'avis d'appel d'offres, que le contrat et tous les sous-contrats qui y sont liés sont visés par le présent arrêté;

— doivent inclure une copie du présent arrêté, à l'exception de l'annexe II;

— doivent définir l'expression «entreprise d'économie sociale» en conformité avec le troisième alinéa de l'article 3 de la Loi sur l'économie sociale;

— doivent indiquer les paramètres d'application de la marge préférentielle accordée aux entreprises d'économie sociale;

—doivent indiquer qu'en cas de conflit ou d'incompatibilité entre ces documents et le présent arrêté, ce dernier prévaut;

3^o les modalités des documents d'appel d'offres relatives à ce projet doivent être convenues entre l'organisme public responsable de l'acquisition désigné à l'annexe I et le secrétariat du Conseil du trésor;

4^o dans les 30 jours suivant la conclusion d'un contrat visé par le présent arrêté, l'organisme public responsable de l'acquisition désigné à l'annexe I doit compléter le formulaire de suivi d'acquisition prévu à l'annexe II puis le transmettre au secrétariat du Conseil du trésor.

Québec, le 30 mai 2024

La présidente du Conseil du trésor,
SONIA LABEL

ANNEXE I

ACQUISITIONS VISÉES PAR LE PROJET D'EXPÉRIMENTATION VISANT À ACCORDER UN AVANTAGE SOUS LA FORME D'UNE MARGE PRÉFÉRENTIELLE AUX ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

Acquisitions visées	
Description de l'acquisition	Organisme public responsable de l'acquisition
Services de soutien à domicile – Contrat à conclure en 2024	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie

ANNEXE II

FORMULAIRE DE SUIVI D'ACQUISITION

Renseignements généraux
Description de l'acquisition
Organisme public responsable de l'acquisition
Nom, titre et coordonnées de la personne responsable :
N ^o et objet du contrat :
Nombre de soumissionnaires :
Nom de l'adjudicataire et NEQ :
Date de conclusion du contrat :

Renseignements généraux

N^o de référence SEAO :

Réception d'une ou de plusieurs plaintes : Non Oui (préciser) :

✓ S.V.P. joindre à ce formulaire une copie de l'avis intitulé «*Contrat conclu*» du SEAO.

S'il vous est **impossible** de produire cet avis, veuillez fournir en annexe du présent formulaire les renseignements suivants :

- Noms et NEQ des soumissionnaires;
- Prix soumis par chacun des soumissionnaires;
- Mentions de non-conformité des soumissions, s'il y a lieu;
- Tout renseignement concernant les options prévues au contrat, s'il y a lieu.

Renseignements particuliers sur l'application de la marge préférentielle

% de marge préférentielle :

Nombre de soumissionnaires ayant bénéficié de la marge préférentielle :

Identité des soumissionnaires ayant bénéficié de la marge préférentielle :
(Joindre une feuille en annexe au besoin)

Soumissionnaire 1 :
Soumissionnaire 2 :
Soumissionnaire 3 :

L'adjudicataire a-t-il remporté le contrat en raison de l'application de la marge préférentielle ? Non Oui

Si oui, quel est l'écart entre le prix réel (avant l'application de la marge) de l'adjudicataire et celui du soumissionnaire conforme ayant présenté le prix le plus bas ?

En \$:
En % :

Si non, dans le cas où au moins un des soumissionnaires a bénéficié d'une marge préférentielle, quel était l'écart entre le prix réel (avant l'application de la marge) des soumissionnaires conformes ayant bénéficié d'une marge et celui de l'adjudicataire ?

En \$:
En % :

(Joindre une feuille en annexe au besoin)

Commentaires et suggestions

Y a-t-il des irritants ou des omissions dans les conditions d'application prévues à l'arrêté ministériel? Si oui, lesquels et quelles modifications recommandez-vous d'y apporter?

(Joindre une feuille en annexe au besoin)

Y a-t-il des irritants ou des omissions dans les modalités des documents d'appel d'offres relatives à ce projet d'expérimentation? Si oui, lesquels et quelles modifications recommandez-vous d'y apporter?

(Joindre une feuille en annexe au besoin)

Autres commentaires et suggestions

(Joindre une feuille en annexe au besoin)

Prénom et nom
en lettres moulées

Signature

Date

S.V.P. transmettre, dans les 30 jours suivant la conclusion d'un contrat visé par un projet d'expérimentation, le formulaire de suivi d'acquisition dûment complété au secrétariat du Conseil du trésor à genevieve.lauziere@sct.gouv.qc.ca.

Le secrétariat du Conseil du trésor pourrait demander des renseignements ou des documents supplémentaires dans certains cas. Pour toute question, veuillez transmettre un courriel à l'adresse ci-dessus.

83479